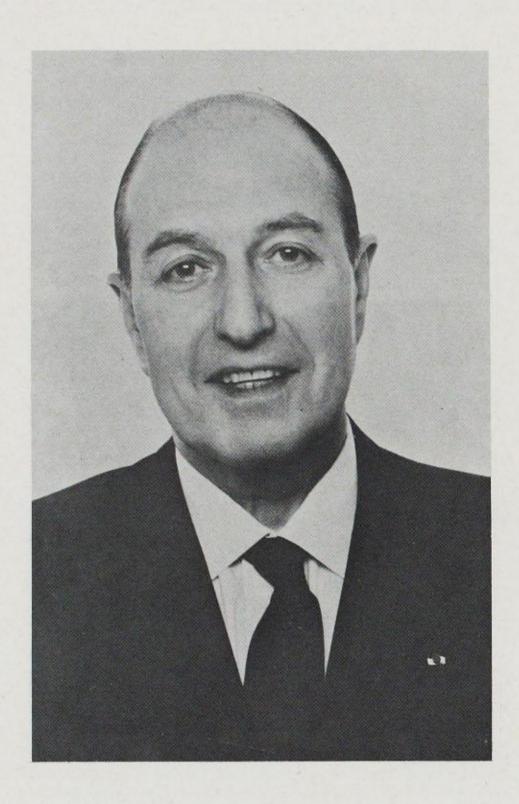
UNION des RÉPUBLICAINS de PROGRÈS

POUR LE SOUTIEN

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



DOCTEUR

Bernard LAFAY

Membre de l'Académie de Médecine Commandeur de la Légion d'Honneur Croix de guerre 39-40 (5 citations) Rosette de la Résistance Député des Ternes-Monceau (4 juin 1968)

Secrétaire d'État à la Recherche Scientifique (1969-72) Ancien ministre - Ancien Président du Conseil de Paris

SUPPLÉANT

Jacques SANGLIER

Député des Ternes-Monceau

Électrices, Électeurs des Ternes et de la Plaine-Monceau

Seul candidat investipar

L'Union des Démocrates
pour la V° République
Les Centristes de la majorité
L'Union du Centre

OUS me connaissez, vous connaissez ma vie personnelle dont la rectitude ne s'est jamais démentie. Cette rectitude d'homme, je m'en suis fait un devoir à l'égard de mes électeurs, car c'est pour moi la première des règles que de rester en tous points digne de leur confiance.

C'est à mes concitoyens, à mes amis du 17 e arrondissement que je m'adresse aujourd'hui. Je partage, ils le savent, leurs soucis, leurs préoccupations, leurs joies. Je vis avec eux l'existence de nos quartiers. Et peut-être, est-ce ma vocation de médecin qui me rapproche davantage des détresses, des misères physiques et morales...

Ce contact direct et personnel avec la population des Ternes-Monceau est pour moi un précieux moteur d'action sociale. Il a toujours orienté mes initiatives parlementaires et mon action au cours de mes fonctions ministérielles. Appelés à élire votre député le 4 mars prochain, vous savez déjà que ce scrutin engagera d'une façon décisive l'avenir de notre pays.

L'enjeu de ces élections ne sera pas, en effet, un choix de majorité, mais un choix de société : entre une société de liberté et une société de contrainte totalitaire dont les pays de l'Est offrent le morne exemple.

Au contraire, nous vous proposons la fidélité à notre civilisation libérale qui assure le progrès dans l'ordre, la dignité des hommes, la marche vers la prospérité et une meilleure qualité de vie.

Le bilan que nous vous présentons est démonstratif, à cet égard, et vous le savez.

Une expansion économique sans précédent qui place la France en tête des nations européennes, nous a permis de réaliser en quelques années un véritable bond en avant dans le domaine social.

Qu'il s'agisse de la condition des travailleurs, de la promotion des femmes comme des hommes, de la formation professionnelle permanente, de la solidarité nationale en faveur des familles, des enfants, des personnes âgées, des déshérités de la société; qu'il s'agisse du prodigieux effort consacré à l'Education nationale ou des investissements qui ont permis l'aménagement du territoire — grande affaire de la décennie dont on ne trouve pas d'équivalent depuis le début du siècle — nous avons mené à bien tant de réformes que la France de 1973 offre au monde un visage de jeunesse et de santé.

Ces résultats sont inscrits dans les faits et, à l'occasion de cette campagne électorale, je me suis fait un devoir de vous en informer le plus complètement possible. Je vous demande d'y réfléchir.

*

Je suis sûr que vous serez, comme nous, fiers de l'œuvre que nous avons accomplie ensemble, œuvre réalisée grâce à l'action déterminante de Georges POMPIDOU, Président de la République; grâce à la stabilité gouvernementale et à la cohésion de la majorité nationale, mais grâce surtout à la volonté des Français de toutes catégories sociales et professionnellles, décidés à construire par le travail une société de haut niveau de vie et surtout plus fraternelle. En économie comme en politique, i n'y a pas de miracle : un pays récolte ce qu'il a semél

Cet élan sera poursuivi sous l'impulsion du Président de la République à qui le suffrage du peuple a confié les responsabilités de l'Etat.

Nous avons déjà réalisé beaucoup de réformes et ainsi que je l'ai dit clairement, beaucoup de progrès restent à mettre en œuvre. Le bilan social que nous vous présentons prouve que nous sommes capables de mener jusqu'au bout le programme que nous vous proposons, programme généreux et réaliste dont vous avez déjà pris connaissance. Nous le mettrons en œuvre dans l'ordre public, sans déchirements, ni affrontements entre Français. Et nous vous donnons l'assurance que tous les objectifs que nous proposons pour les années à venir seront atteints sans surcharge fiscale, en utilisant les plus-values de la croissance économique que nous avons prévue et organisée.

Quant à la hausse des prix, épidémie européenne et mondiale, elle est moins forte en France que chez nos voisins, ce qui n'est pas une consolation... Mais, sans bloquer les prix, ni les salaires, le Gouvernement a entrepris une action énergique contre l'inflation qui réussira grâce à l'élan de notre croissance économique.

Sur le plan européen et mondial, et grâce à une sage politique financière, le franc a démontré sa solidité, malgré les récents remous monétaires.



La prédominance du parti communiste dans l'union de la gauche signifie qu'une majorité marxiste instaurerait rapidement un régime où nos libertés disparaîtraient sans retour. Libertés politiques, certes, mais aussi libertés personnelles et familiales, économiques et syndicales, culturelles et religieuses.

Si l'extrême-gauche accédait au Pouvoir, la ruine profilerait aussitôt son ombre sur notre pays.

Nous serions alors conduits à subir et la pauvreté et le désordre ou, par un nouveau pas en avant, à entrer dans un régime d'oppression.

Car le « programme commun » dont l'union de la gauche fait si grand bruit n'est que la façade illusoire d'une tentative de prise du pouvoir par tous les moyens. Le parti communiste entend bien la pousser à fond, mais ses dirigeants ont compris qu'il leur fallait d'abord chloroformer l'opinion.

Il n'est pas d'exemple de pays où, les communistes ayant conquis le Pouvoir, seuls ou associés à leurs dupes, ils ne l'aient conservé par tous les moyens, instaurant la dictature policière du parti unique.



L'attitude actuelle du Parti socialiste, pourtant attaché à la démocratie et à la liberté, m'apparaît contraire à toutes ses traditions, à toutes ses idées. Beaucoup de socialistes, j'en suis certain, se refuseront, en vrais républicains, à cautionner le parti communiste.

Quant au mouvement réformateur, coalition passagère d'ambitions, il ne vise qu'à recréer dans la prochaine Assemblée un groupe « charnière » en espérant qu'il serait nécessaire à faire « l'appoint » d'une majorité. Ainsi, une poignée de députés tenterait de dicter ses volontés au Président de la République et au Parlement, ce qui nous ramènerait fatalement à **l'instabilité gouvernementale** qui a fait tant de mal à la IVe République.

De ce retour au passé, vous ne voulez pas non plus.



Voilà donc ce que nous avons fait, voilà ce que nous réaliserons, voilà ce que nous refusons.

C'est dans un esprit d'union qui a toujours été le mien et que vous avez si souvent approuvé par vos suffrages que je vous demande, dans la clarté, de me renouveler votre soutien. Je ne doute pas d'être entendu par la plus large majorité d'entre vous.

Docteur Bernard LAFAY.